

No. 38576

**France
and
Dominican Republic**

**Convention on extradition between the Government of the French Republic and the
Government of the Dominican Republic. Santo Domingo, 7 March 2000**

Entry into force: *1 May 2002, in accordance with article 24*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 15 July 2002*

**France
et
République dominicaine**

**Couvention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le
Gouvernement de la République dominicaine. Saint-Domingue, 7 mars 2000**

Entrée en vigueur : *1er mai 2002, conformément à l'article 24*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 15 juillet 2002*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION D'EXTRADITION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine

Conscients de la nécessité de la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité;

Désireux d'établir une coopération efficace entre leurs Etats pour éviter que les auteurs d'infraction restent impunis;

Souhaitant à cette fin régler d'un commun accord leurs relations en matière d'extradition;

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1

Les deux Gouvernements s'engagent à se livrer réciproquement, selon les dispositions de la présente Convention, toute personne qui, se trouvant sur le territoire de l'un des deux États, est poursuivie pour une infraction pénale ou recherchée aux fins d'exécution d'une peine privative de liberté, prononcée par les autorités judiciaires de l'autre Etat comme conséquence d'une infraction pénale.

Article 2

1. Donnent lieu à extradition les infractions pénales punies, selon les lois des deux Etats, d'une peine privative de liberté d'un maximum qui ne soit pas inférieur à deux ans.

2. En outre, si l'extradition est demandée en vue de l'exécution d'un jugement, la partie de la peine restant à exécuter doit être d'au moins six mois.

3. Si la demande d'extradition vise plusieurs infractions pénales distinctes punies chacune par la législation des deux Etats d'une peine privative de liberté, mais dont certaines ne remplissent pas les conditions prévues par les paragraphes précédents, l'Etat requis peut également accorder l'extradition pour ces dernières.

Article 3

1. L'extradition n'est pas accordée :

a) Pour les infractions considérées par l'Etat requis comme politiques ou les faits connexes à de telles infractions;

b) Lorsque l'Etat requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de

race, de religion, de nationalité ou d'opinions politiques ou que la situation de cette personne risque d'être aggravée pour l'une ou l'autre de ces raisons;

c) Lorsque la personne réclamée serait jugée dans l'Etat requérant par un tribunal d'exception ou lorsque l'extradition est demandée pour l'exécution d'une peine infligée par un tel tribunal.

2. L'extradition à raison d'infractions militaires qui ne constituent pas des infractions de droit commun est exclue du champ d'application de la présente Convention.

Article 4

Si, en raison de son ordre juridique interne, l'Etat requis ne remet pas la personne réclamée pour la seule raison de sa qualité de ressortissant de cet Etat, il doit, conformément à sa propre loi, sur dénonciation des faits par l'Etat requérant, soumettre l'affaire à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action publique, il y a lieu. A cet effet, les documents, rapports et objets concernant l'infraction sont adressés gratuitement par la voie prévue à l'Article 10 et l'Etat requérant est informé de la décision intervenue.

Article 5

L'extradition n'est pas accordée lorsque la personne réclamée a fait l'objet dans l'Etat requis d'un jugement définitif de condamnation ou d'acquiescement, d'une amnistie ou d'une mesure de grâce pour l'infraction à raison de laquelle l'extradition est demandée.

Article 6

L'extradition n'est pas accordée lorsque l'action publique ou la peine sont prescrites conformément à la législation de l'un ou l'autre des Etats.

Article 7

L'extradition peut être refusée :

1. Si conformément à la législation de l'Etat requis, il incombe à ses tribunaux de connaître de l'infraction pour laquelle elle a été demandée.

2. Si l'infraction a été commise hors du territoire de l'Etat requérant par un étranger à cet Etat et que la législation de l'Etat requis n'autorise pas la poursuite de la même infraction en de telles circonstances.

3. Si la personne réclamée fait l'objet, de la part de l'Etat requis, de poursuites pour l'infraction à raison de laquelle l'extradition est demandée ou si les autorités compétentes de l'Etat requis ont, selon les procédures conformes à la législation de cet Etat, décidé de mettre fin aux poursuites, qu'elles ont exercées pour la même infraction.

4. Si la personne réclamée a fait l'objet d'un jugement définitif de condamnation ou d'acquiescement dans un Etat tiers pour l'infraction à raison de laquelle l'extradition est demandée.

Article 8

Si le fait à raison duquel l'extradition est demandée est puni de la peine capitale par la loi de l'Etat requérant et que, dans ce cas, cette peine n'est pas prévue par la législation de l'Etat requis, ou n'y est généralement pas exécutée, l'extradition peut n'être accordée qu'à la condition que l'Etat requérant donne des assurances, jugées suffisantes par l'Etat requis, que la peine capitale ne sera pas exécutée.

Article 9

L'extradition peut être refusée pour des considérations humanitaires, si la remise de la personne réclamée est susceptible d'avoir pour elle des conséquences d'une gravité exceptionnelle, en raison de son âge ou de son état de santé.

Article 10

La demande d'extradition et toutes correspondances ultérieures sont transmises par la voie diplomatique.

Article 11

La demande d'extradition doit être formulée par écrit et accompagnée :

1. D'un exposé des faits pour lesquels l'extradition est demandée, du lieu et de la date de leur perpétration, de leur qualification et des références aux dispositions légales, indiqués le plus exactement possible.

2. De l'original ou de l'expédition authentique du jugement de condamnation exécutoire, du mandat d'arrêt, ou de tout autre acte ayant la même force selon la législation de l'Etat requérant, et établissant l'existence de l'infraction pour laquelle la personne est réclamée.

3. Du texte des dispositions légales applicables à l'infraction ou aux infractions en cause, les peines correspondantes et les délais de prescription. Lorsqu'il s'agit d'infractions commises hors du territoire de l'Etat requérant, le texte des dispositions légales attribuant compétence audit Etat.

4. Du signalement permettant d'établir l'identité et la nationalité de la personne réclamée et, si possible, des éléments permettant sa localisation.

Article 12

Si les informations ou documents accompagnant la demande d'extradition sont insuffisants ou présentent des irrégularités, l'Etat requis porte à la connaissance de l'Etat requérant les omissions ou irrégularités à réparer, et indique le délai nécessaire pour y procéder conformément à ses procédures internes.

Article 13

1. La personne qui aura été extradée ne sera ni poursuivie, ni jugée, ni détenue en vue de l'exécution d'une peine, ni soumise à toute autre restriction de sa liberté individuelle, pour une infraction pénale antérieure à la remise, autre que celle ayant motivé l'extradition, sauf dans les cas suivants :

a) Lorsque l'Etat qui l'a livrée y consent.

Ce consentement ne peut être accordé que lorsque l'infraction pour laquelle elle est demandée est de nature à donner lieu à extradition aux termes de la présente Convention.

Une demande est présentée à cet effet, accompagnée des pièces prévues à l'Article 11 et d'un procès-verbal établi devant les autorités judiciaires ou le ministère public compétent.

b) Lorsque, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de l'Etat auquel elle a été livrée, la personne extradée ne l'a pas quitté dans les quarante-cinq jours qui suivent son élargissement définitif, ou si elle y est retournée après l'avoir quitté.

2. Lorsque la qualification légale d'une infraction pour laquelle une personne a été extradée est modifiée, cette personne ne sera poursuivie ou jugée que si l'infraction nouvellement qualifiée :

a) Peut donner lieu à extradition en vertu de la présente Convention,

b) Vise les mêmes faits que l'infraction pour laquelle l'extradition a été accordée, et

c) N'est pas punissable de la peine capitale dans l'Etat requérant.

Article 14

Sauf dans le cas prévu à l'Article 13, paragraphe 1, b, la réextradition au profit d'un Etat tiers ne peut être accordée sans le consentement de l'Etat qui a accordé l'extradition. Ce dernier peut exiger la production des pièces prévues à l'Article 11, ainsi qu'un procès-verbal établi devant les autorités judiciaires ou le ministère public compétent.

Article 15

1. En cas d'urgence, les autorités compétentes de l'Etat requérant peuvent demander l'arrestation provisoire de la personne recherchée. La demande d'arrestation provisoire doit indiquer l'existence d'une des pièces prévues au paragraphe 2 de l'Article 11 et faire part de l'intention d'envoyer une demande d'extradition. Elle mentionne également l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée, le temps, le lieu et les circonstances de sa commission et les renseignements permettant d'établir l'identité et la nationalité de la personne recherchée.

2. La demande d'arrestation provisoire est transmise aux autorités compétentes de l'Etat requis, par la voie diplomatique.

Les Parties pourront modifier, par voie d'échange de notes diplomatiques, la procédure d'arrestation provisoire, en conformité avec leur législation interne, en vue d'en accroître la rapidité et l'efficacité.

3. Dès réception de la demande visée au paragraphe 1, les autorités compétentes de l'Etat requis donnent suite à cette demande conformément à leur législation. L'Etat requérant est informé de la suite donnée à sa demande.

4. L'arrestation provisoire prendra fin, si, dans un délai de soixante jours, l'Etat requis n'a pas été saisi de la demande d'extradition et des pièces mentionnées à l'Article 11.

5. Le fait qu'il soit mis fin à l'arrestation provisoire en application du paragraphe ci-dessus ne s'oppose pas à l'extradition de la personne réclamée si la demande officielle d'extradition et les pièces visées à l'Article 11 parviennent ultérieurement.

Article 16

Si l'extradition est demandée concurremment par l'une des Parties et par d'autres Etats, que ce soit pour le même fait ou pour des faits différents, l'Etat requis statue compte tenu de toutes circonstances et notamment de l'existence d'autres accords internationaux qui lient l'Etat requis, du degré de gravité et du lieu des infractions, des dates respectives des demandes, de la nationalité de la personne réclamée et de la possibilité d'une extradition ultérieure à un autre Etat.

Article 17

1. L'Etat requis fait connaître à l'Etat requérant sa décision sur l'extradition.

2. Tout rejet, complet ou partiel, doit être motivé.

3. En cas d'acceptation, l'Etat requérant est informé du lieu et de la date de la remise, ainsi que de la durée de la détention subie par la personne réclamée en vue de son extradition, afin qu'elle soit décomptée au moment de l'exécution de la peine privative de liberté.

4. Si la personne réclamée n'est pas reçue dans un délai de trente jours, à compter de la date fixée pour sa remise, elle doit être mise en liberté et l'Etat requis pourra, par la suite, refuser son extradition pour les mêmes faits.

5. En cas de force majeure empêchant la remise ou la réception de la personne à extraditer, l'Etat affecté en informe l'autre Etat; les deux Etats se mettent d'accord sur une nouvelle date pour la remise et les dispositions du paragraphe 4 du présent Article seront applicables.

Article 18

1. L'Etat requis peut, après avoir accepté l'extradition, différer la remise de la personne réclamée lorsqu'il existe des procédures en cours à son encontre ou lorsqu'elle purge sur le territoire de l'Etat requis une peine pour une infraction autre, jusqu'à la conclusion de la procédure ou l'exécution de la peine qui lui a été infligée.

2. Au lieu de différer la remise, l'Etat requis peut remettre temporairement la personne réclamée, dans des conditions à déterminer d'un commun accord par les deux Etats.

3. La remise peut également être différée lorsque, en raison de l'état de santé de la personne réclamée, le transfert est susceptible de mettre sa vie en danger ou d'aggraver son état.

Article 19

1. A la demande de l'Etat requérant, l'Etat requis saisit les objets, objets de valeur ou documents liés à l'infraction :

- a) Qui peuvent servir de pièces à conviction, ou
- b) Qui, provenant de l'infraction, ont été trouvés en la possession de la personne réclamée.

2. Lorsque l'extradition est accordée, l'Etat requis, en application de sa législation interne, ordonne la remise des objets saisis.

3. Lorsque lesdits objets sont susceptibles de saisie ou de confiscation sur le territoire de l'Etat requis, ce dernier peut, aux fins d'une procédure pénale en cours, les garder temporairement ou les remettre sous condition de restitution.

4. Lorsque l'Etat requis ou des tiers ont des droits sur des objets remis à l'Etat requérant aux fins d'un procès pénal, conformément aux dispositions du présent Article, ces objets sont restitués le plus tôt possible et sans frais à l'Etat requis.

Article 20

1. Le transit à travers le territoire de l'un des Etats d'une personne qui n'est pas ressortissante de cet Etat, remise à l'autre Etat par un Etat tiers, est accordé sur présentation par la voie diplomatique, de l'un quelconque des documents visés au paragraphe 2 de l'Article 11 de la présente Convention, à condition que des raisons d'ordre public ne s'y opposent pas ou qu'il ne s'agisse pas d'infractions à caractère politique selon l'Etat requis ou d'infractions exclusivement militaires auxquelles se réfère le paragraphe 4 de l'Article 3.

2. Le transit peut être refusé dans tous les autres cas de refus de l'extradition.

3. La garde de la personne à extraditer incombe aux autorités de l'Etat de transit tant qu'elle se trouve sur son territoire.

4. Dans les cas où la voie aérienne est utilisée, il est fait application des dispositions suivantes :

a) Lorsqu'aucun atterrissage n'est prévu, l'Etat requérant avertit l'Etat dont le territoire doit être survolé, et atteste l'existence de l'un des documents prévus au paragraphe 2 de l'Article 11. Dans le cas d'atterrissage fortuit, cette notification produit les effets de la demande d'arrestation provisoire visée à l'Article 15 et l'Etat requérant adresse une demande régulière de transit;

b) Lorsqu'un atterrissage est prévu, l'Etat requérant adresse une demande régulière de transit.

5. L'Etat requérant rembourse à l'Etat de transit tous les frais qui ont pu être engagés à cet effet.

Article 21

La législation de l'Etat requis est applicable aux procédures d'arrestation provisoire, d'extradition et de transit.

Article 22

Les frais occasionnés par l'extradition sur le territoire de la Partie requise sont à la charge de cette Partie.

Article 23

Les documents sont envoyés accompagnés d'une traduction dans la langue de l'Etat requis et sont dispensés de toutes formalités de légalisation lorsqu'ils sont transmis par la voie diplomatique.

Article 24

1. Chacune des deux Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur de la présente Convention, qui aura lieu le premier jour du deuxième mois suivant la date de la réception de la dernière notification.

2. L'une ou l'autre des deux Parties pourra dénoncer à tout moment la présente Convention, par une notification écrite adressée à l'autre Partie par la voie diplomatique; dans ce cas, la dénonciation prendra effet le premier jour du troisième mois suivant la date de la réception de ladite notification.

En foi de quoi, les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Saint-Domingue, le sept mars deux mille, en double exemplaire en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :
L'Ambassadeur de France,
FRANCOIS-XAVIER DENIAU

Pour le Gouvernement de la République dominicaine :
Le Secrétaire d'Etat des relations Extérieures,
EDUARDO LATORRE

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

**CONVENIO
DE EXTRADICIÓN
ENTRE
EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA
Y
EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DOMINICANA**

El Gobierno de la República Francesa

y

El Gobierno de la República Dominicana

conscientes de la necesidad de una cooperación internacional en la lucha contra la criminalidad ;

deseosos de establecer una cooperación eficaz entre sus Estados con miras a evitar que los transgresores queden impunes ;

deseando para este fin reglamentar de común acuerdo sus relaciones en materia de extradición ;

acuerdan lo siguiente :

ARTICULO 1

Ambos Gobiernos se comprometen a entregarse recíprocamente, según las disposiciones del presente Convenio, a toda persona que, encontrándose en el territorio de alguno de los dos Estados, sea perseguida por una infracción penal o requerida para la ejecución de una pena privativa de libertad, pronunciada por las autoridades judiciales del otro Estado como consecuencia de una infracción penal.

ARTICULO 2

1. Dan lugar a la Extradición las infracciones penales sancionadas conforme a las leyes de ambos Estados, con una pena privativa de la libertad cuyo máximo no sea menor de dos años.

2. Además, si la extradición es solicitada con miras a la ejecución de una sentencia, la parte de la pena que faltare por cumplirse deberá ser de por lo menos seis meses.

3. Si la solicitud de extradición se refiere a varias infracciones penales diferentes castigadas por la legislación de ambos Estados con una pena privativa de libertad, aunque estas no cumplieran con las condiciones previstas por los ordinales precedentes, el Estado requerido podrá igualmente acordar la extradición para estas últimas.

ARTICULO 3

1. La extradición no será concedida :

a) Por infracciones consideradas por el Estado requerido como políticas o los hechos conexos con infracciones de esa naturaleza :

b) Si el Estado requerido tiene fundados motivos para presumir que la solicitud de extradición ha sido presentada con la finalidad de perseguir o castigar a un individuo a causa de su raza, religión, nacionalidad u opiniones políticas o bien que la situación de este individuo pueda ser agravada por uno u otro de estos motivos :

c) Cuando la persona requerida vaya a ser juzgada en el Estado requirente por un Tribunal de excepción o cuando la extradición fuera solicitada para la ejecución de una pena impuesta por ese Tribunal.

2. La extradición por razón de infracciones militares que no constituyen infracciones de derecho común es excluida del campo de aplicación del presente Convenio.

ARTICULO 4

Si, en razón de su ordenamiento jurídico interno el Estado requerido no entrega a la persona reclamada por el único motivo de su calidad de nacional de este Estado, éste deberá, conforme a su propia ley, en base a la denuncia de los hechos por el Estado requirente, someter el asunto a sus autoridades competentes para el ejercicio de la acción pública, en caso de que resulte procedente. A este efecto, los documentos, informes y objetos relativos a la infracción serán proporcionados gratuitamente por la vía prevista en el Artículo 10 y el Estado requirente será informado de la decisión tomada.

ARTICULO 5

La extradición no será acordada cuando la persona reclamada haya sido objeto de una sentencia firme de condena, indulto o amnistía en el Estado requerido por la infracción en razón de la cual se solicita la extradición.

ARTICULO 6

No se concederá la extradición si se hubiere producido la prescripción de la acción pública o de la pena, conforme a la legislación de uno u otro Estado.

ARTICULO 7

La extradición podrá negarse :

1. Cuando, conforme a las leyes del Estado requerido, corresponda a sus Tribunales conocer de la infracción por la cual aquella haya sido solicitada.

2. Si la infracción ha sido cometida fuera del territorio del Estado requirente por un extranjero a ese Estado, y la legislación del Estado requerido no autoriza acción persecutoria por la misma infracción en tales circunstancias.

3. Si la persona requerida es objeto, por el Estado requerido, de persecución por la infracción que originó la solicitud de extradición o si las autoridades competentes del Estado requerido han decidido, conforme a los procedimientos de la legislación de ese Estado, poner fin a las acciones que esas autoridades han ejercido por la misma infracción.

4. Si la persona requerida ha sido objeto de una sentencia firme de condena o indulto en un tercer Estado por la infracción que originó la solicitud de extradición.

ARTICULO 8

Si el hecho que motivare la solicitud de extradición estuviere castigado con pena capital por la ley del Estado requirente y, en tal caso, dicha pena no se hallare prevista en la legislación del Estado requerido, o generalmente no se ejecutare, podrá no concederse la extradición, sino a condición de que el Estado requirente dé seguridades, consideradas suficientes por la Parte requerida, de que la pena capital no será ejecutada.

ARTICULO 9

La extradición podrá ser rehusada por consideraciones humanitarias en caso de que la entrega de la persona requerida pueda tener consecuencias de suma gravedad, en razón de su edad o de su estado de salud.

ARTICULO 10

La solicitud de extradición y toda correspondencia posterior serán tramitadas por la vía diplomática.

ARTICULO 11

La solicitud de extradición deberá ser formulada por escrito y sustentada por :

1. Exposición de los hechos que originaron la solicitud de extradición, lugar, fecha de la comisión de la infracción, tipificación y la referencia de las disposiciones legales aplicables con la mayor exactitud posible.

2. Original o copia auténtica de sentencia ejecutoria, orden de aprehensión o cualquier otra resolución que tenga la misma fuerza según la legislación del Estado requirente, estableciendo la existencia de la infracción por la cual la persona es reclamada.

3. Textos de las disposiciones legales aplicables a la infracción o infracciones de que se trate, penas correspondientes y plazos de prescripción. Tratándose de infracciones cometidas fuera del territorio del Estado requirente, el texto de las disposiciones legales que confieran competencia a dicho Estado.

4. La información que permita establecer la identidad y la nacionalidad de la persona reclamada y, de ser posible, de los elementos que permitan su localización.

ARTICULO 12

Si los datos o documentos que sustentan a la demanda de extradición resultan insuficientes o presentaran irregularidades, el Estado requerido informará al Estado requirente de las omisiones o irregularidades que fuere necesario subsanar, indicando el plazo en que deba procederse al respecto, según sus procedimientos internos.

ARTICULO 13

1. La persona entregada en extradición no será procesada, juzgada o detenida para la ejecución de una pena ni sometida a cualquier otra restricción de su libertad individual por una infracción penal anterior a la entrega y diferente a la que hubiese motivado la extradición, salvo en los casos siguientes :

a) Cuando el Estado que la haya entregado lo consienta.

Este consentimiento sólo puede ser otorgado cuando la infracción por la cual se solicita sea de tal naturaleza que dé lugar a la extradición en los términos del presente Tratado.

A tal efecto, una solicitud se presentará acompañada de los documentos previstos en el Artículo 11 y de un proceso verbal establecido ante las autoridades judiciales o el Ministerio Público competentes.

b) Cuando la persona extraditada habiendo tenido la posibilidad de abandonar el territorio del Estado a que haya sido entregado, no lo haya hecho dentro de los cuarenta y cinco (45) días siguientes a su liberación definitiva, o si regresare a dicho territorio después de haberlo abandonado.

2. Cuando la calificación legal de la infracción que originó la extradición de una persona haya sido modificada, dicha persona sólo podrá ser procesada o enjuiciada si la nueva calificación de la infracción :

a) Puede dar origen a la extradición en virtud del presente Convenio ;

b) Esté fundamentada en los mismos hechos que la infracción por la que se otorgó la extradición ; y

c) No sea punible con la pena capital en el Estado requirente.

ARTICULO 14

Salvo en el caso previsto en el Artículo 13, párrafo 1, b), la re-extradición en beneficio de un tercer Estado no podrá ser acordada sin el consentimiento del Estado que hubiere otorgado la extradición. A tal fin, este último podrá exigir la presentación de los documentos previstos en el Artículo 11, así como un proceso verbal establecido ante las autoridades judiciales o el Ministerio Público competente.

ARTICULO 15

1. En caso de urgencia, las autoridades competentes del Estado requirente podrán solicitar la detención provisional de la persona reclamada. La solicitud de detención provisional indicará la existencia de uno de los documentos mencionados en el párrafo 2 del Artículo 11 y la intención de formalizar la solicitud de extradición. Mencionará igualmente la infracción por la que la extradición será solicitada, el tiempo y el lugar en que fue cometida, así como las circunstancias de su comisión y los datos que permitan establecer la identidad y nacionalidad del individuo reclamado.

2. La solicitud de detención provisional será tramitada a las autoridades competentes del Estado requerido, por la vía diplomática.

Las Partes podrán modificar, a través de un Canje de Notas diplomáticas, el procedimiento para efectuar detenciones provisionales de conformidad con sus legislaciones internas para incrementar su agilidad y eficacia.

3. Al recibir la solicitud a que se refiere el párrafo 1 del presente Artículo, las autoridades competentes del Estado requerido accederán a esta solicitud conforme a su legislación. El Estado requirente será informado del curso de su solicitud.

4. La detención provisional concluirá si, en un plazo de sesenta días, el Estado requerido no hubiera sido provisto de la solicitud de extradición y de los documentos mencionados en el Artículo 11.

5. El hecho de que se ponga fin a la detención provisional en aplicación del numeral que antecede no impedirá la extradición del reclamado, si la solicitud formal de extradición y los documentos a que se refiere el Artículo 11, fuesen entregados con posterioridad.

ARTICULO 16

Si la extradición es solicitada simultáneamente por alguna de las Partes y por otros Estados, sea por el mismo hecho o por hechos diferentes, el Estado requerido resolverá, habida cuenta de todas las circunstancias y especialmente de la existencia de otros acuerdos internacionales que obliguen al Estado requerido, de la magnitud de la gravedad y del lugar de las infracciones, así como de las fechas respectivas de las solicitudes, de la nacionalidad de la persona reclamada y de la posibilidad de una extradición posterior a otro Estado.

ARTICULO 17

1. El Estado requerido comunicará al Estado requirente su decisión respecto a la solicitud de extradición.

2. Toda negativa, total o parcial, será motivada.

3. En caso de concederse la extradición, el Estado requirente será informado sobre el lugar y fecha de entrega, así como de la duración de la detención de la persona requerida con miras a su extradición, a fin de que este tiempo le sea reconocido al momento de la ejecución de la pena privativa de libertad.

4. Si la persona reclamada no fuera recibida en un plazo de treinta días contados a partir de la fecha fijada para su entrega, será puesta en libertad y el Estado requerido podrá, posteriormente, rechazar su extradición por los mismos hechos.

5. En caso de que la entrega o recepción de la persona a extraditar no sea posible por causa de fuerza mayor, el Estado afectado lo informará al otro Estado; ambos Estados se pondrán de acuerdo sobre una nueva fecha para la entrega y recepción y se aplicarán las disposiciones del párrafo 4 del presente Artículo.

ARTICULO 18

1. El Estado requerido podrá, después de acceder a la extradición, diferir la entrega de la persona reclamada cuando existan procesos en curso en contra de ella o cuando se encuentre cumpliendo una pena en el territorio de la Parte requerida por una infracción distinta, hasta la conclusión del procedimiento o la ejecución de la pena que le haya sido impuesta.

2. En lugar de diferir la entrega, el Estado requerido podrá entregar temporalmente a la persona reclamada, en las condiciones que de común acuerdo establezcan ambos Estados.

3. La entrega podrá igualmente ser diferida cuando, por las condiciones de salud de la persona reclamada, el traslado pueda poner en peligro su vida o agravar su estado.

ARTICULO 19

1. Siempre que el Estado requirente lo solicite, el Estado requerido incautará los artículos, objetos de valor o documentos relacionados con la infracción, bajo cualquiera de las siguientes circunstancias :

a) Cuando los objetos incautados sirvan como medio de prueba :

b) Cuando los objetos incautados procedan de la infracción y hayan sido encontrados en poder de la persona reclamada.

2. Concedida la extradición, el Estado requerido, con apego a su legislación interna, ordenará la entrega de los objetos incautados.

3. Cuando dichos objetos sean susceptibles de incautación o decomiso en el territorio del Estado requerido, éste último podrá, para efectos de un proceso penal en curso, custodiarlos temporalmente o entregarlos a condición de ser restituidos.

4. Cuando el Estado requerido o terceros tuvieran derecho sobre los objetos entregados al Estado requirente para efectos de un proceso penal, conforme a las disposiciones del presente Artículo, estos objetos serán restituidos lo más pronto posible y sin costo alguno al Estado requerido.

ARTICULO 20

1. El tránsito por el territorio de uno de los Estados de una persona que no sea nacional de ese Estado, entregada al otro Estado por un tercer Estado, será permitido mediante la presentación por la vía diplomática de cualquiera de los documentos previstos en el párrafo 2 del Artículo 11 del presente Convenio, siempre que no se opongan razones de orden público o no se trate de infracciones de carácter político según el Estado requerido o de infracciones exclusivamente militares a que se refiere el párrafo 4 del Artículo 3.

2. El tránsito podrá ser rehusado en todos los demás casos en que se niegue la extradición .

3. Corresponderá a las autoridades del Estado de tránsito la custodia del extraditable mientras permanezca en su territorio.

4. En caso de utilizarse la vía aérea, regirán las siguientes disposiciones :

a) En caso de que no se haya previsto aterrizaje, el Estado requirente notificará al Estado cuyo territorio será sobrevolado y le certificará la existencia de uno de los documentos previstos en el párrafo 2 del Artículo 11. En caso de aterrizaje fortuito, dicha notificación surtirá efectos de solicitud de detención provisional de conformidad con el Artículo 15 y el Estado requirente formulará una solicitud normal de tránsito :

b) Cuando el aterrizaje haya sido previsto, el Estado requirente formulará una solicitud normal de tránsito.

5. El Estado requirente reembolsará al Estado de tránsito cualquier gasto en que éste incurra con tal motivo.

ARTICULO 21

La Legislación del Estado requerido regirá los procedimientos de detención provisional, de extradición y de tránsito.

ARTICULO 22

Los gastos generados en razón de la extradición sobre el territorio de la Parte requerida serán asumidos por esta Parte.

ARTICULO 23

Los documentos serán tramitados con una traducción en el idioma del Estado requerido y estarán dispensados de todas las formalidades de legalización cuando sean cursados por la vía diplomática.

ARTICULO 24

1. Cada una de las Partes notificará a la Otra el cumplimiento de los procedimientos constitucionales requeridos en lo que le corresponda para la entrada en vigor del presente Convenio, que tendrá lugar el primer día del segundo mes siguiente a la fecha de recepción de la última notificación.


2. Cualquiera de las Partes podrá denunciar en todo momento este Convenio, mediante notificación por escrito dirigida a la Otra Parte por la vía diplomática. En este caso la denuncia surtirá efectos el primer día del tercer mes siguiente a la fecha de recepción de dicha notificación.

En fe de lo cual, los representantes de los dos Gobiernos, debidamente autorizados, han firmado el presente Tratado.

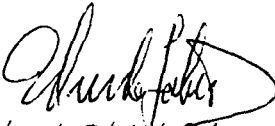
Hecho en la Ciudad de *Santo Domingo de Guzmán*

a los *siete (7)* días del mes de *marzo* del año de *2000*, en dos ejemplares originales, en idiomas francés y español, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Por el Gobierno de la
República Francesa


El Embajador de Francia
François-Xavier Bénéteau

Por el Gobierno de la
República Dominicana


El Secretario de Estado de Relaciones
Exteriores
Eduardo Latorre

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

EXTRADITION TREATY BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE
FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE DOMINICAN
REPUBLIC

The Government of the French Republic and the Government of the Dominican Republic,

Aware of the need for international cooperation to combat crime;

Desiring to establish effective cooperation between their countries in order to ensure that persons who commit an offence do not go unpunished;

Wishing to that end to regulate by mutual agreement their relations in the matter of extradition;

Have agreed as follows:

Article 1

Each State undertakes to extradite to each other, in accordance with the provisions of this Treaty, any person found within its territory who is charged with a criminal offence or sought for the enforcement of a sentence of imprisonment imposed by the judicial authorities of the Other State for the commission of an offence.

Article 2

1. Extradition shall be granted for offences punishable under the laws of both States by a maximum term of two years or more.

2. In addition, where extradition is requested with a view to the enforcement of a sentence, the remainder of the term to be served must be at least six months.

3. Where the request for extradition relates to a number of offences which are punishable under the laws of the two States by a sentence of imprisonment but which do not meet the requirements of the preceding paragraphs, the requested State may grant extradition for such offences as well.

Article 3

1. Extradition shall not be granted:

(a) In the case of offences regarded as political by the requested State or as being connected with such offenses;

(b) When the requested State has serious reason to believe that the request for extradition has been made for the purpose of prosecuting or punishing a person on account of that person's race, religion, nationality or political opinions, or that the person's situation may be prejudiced for any of those reasons;

(c) When the person sought is to be tried in the requesting State by a court of special jurisdiction or when that person is being sought for the enforcement of a sentence imposed by such a court;

2. Extradition on account of a military offence which is not an offence under ordinary law is not within the scope of this Treaty.

Article 4

Where, on the basis of its domestic legal order, the requested State does not surrender the person sought simply because the latter is a national of that State, it shall, in accordance with its own legislation and on the basis of any information laid by the requesting State, submit the case to its competent authorities for criminal prosecution, if warranted. To that end, any documents, reports and articles relating to the offence shall be provided free of charge through the channel stipulated in article 10, and the requesting State shall be informed of the decision taken.

Article 5

Extradition shall not be granted when the person sought has been finally convicted or acquitted in the requested State of the offence for which extradition is requested, or has been granted an amnesty or pardon.

Article 6

Extradition shall not be granted when the prosecution or the penalty is time-barred according to the law of either State.

Article 7

Extradition may be refused:

1. If under the legislation of the requested State its own courts have jurisdiction to try the offence for which extradition has been requested;

2. If the offence has been committed outside the territory of the requesting State by a non-national of that State and the legislation of the requested State does not authorize prosecution of that offence under such circumstances;

3. If the person sought is being prosecuted by the requested State for the offence for which extradition is requested or if the judicial authorities of the requested State have decided, in accordance with the procedures provided by the law of that State, to terminate the prosecution they instituted for that offence;

4. If the person sought was finally convicted or acquitted in a third State of the offence or offences for which extradition is requested.

Article 8

Where the act for which extradition is requested is punishable by the death penalty under the law of the requesting State and the death penalty is not provided for in such a case by the legislation of the requested State or is generally not carried out, extradition may be refused, unless the requesting State gives such assurance as the requested State considers sufficient that the death penalty will not be carried out.

Article 9

Extradition may be refused on humanitarian grounds if the surrender might have grave consequences for the person sought, on account of that person's age or state of health.

Article 10

The request for extradition and all subsequent correspondence shall be sent through the diplomatic channel.

Article 11

The request for extradition shall be made in writing and shall be accompanied by:

1. A statement of the conduct for which extradition is requested, providing as accurate an indication as possible of the time and place of commission, the nature of the offence and the applicable legal provisions;
2. The original or an authentic copy of the enforceable sentence or of the arrest warrant or of any other court order having the same force under the law of the requesting State and establishing the existence of the offence for which the person is sought;
3. A copy of the legal provisions applicable to the offence or offences in question, of the corresponding penalties and of the time limits for immunity from prosecution and, where the offence has been committed outside the territory of the requesting State, a copy of the legal provisions giving jurisdiction to that State;
4. Information establishing the identity and nationality of the person sought and, if possible, indications of that person's whereabouts.

Article 12

If the information or documentation accompanying the request for extradition is insufficient or presents irregularities, the requested State shall inform the requesting State of the omissions or irregularities to be remedied and indicate the time limit for doing so, in accordance with its internal procedures.

Article 13

1. A person who has been extradited shall not be prosecuted, tried or imprisoned for the purpose of enforcing a sentence, or subjected to any other restriction of personal freedom, for an offence prior to the surrender, other than that for which extradition was granted, except:

(a) When the State which extradited the person consents thereto. The State's consent may be granted only when the offence in respect of which it is requested is of such a nature as to justify extradition under the provisions of this Treaty. A request shall be presented for this purpose, together with the documents specified in article 11 and a deposition made before the judicial authorities or competent public prosecutor.

(b) When the person extradited has had an opportunity to leave the territory of the State to which he or she was extradited and has not done so within the forty-five days following final discharge, or, having left, has returned to that State.

2. When the legal nature of an offence for which a person has been extradited is changed, the person shall not be prosecuted or tried unless the new description of the offence:

- (a) Would justify extradition under this Treaty;
- (b) Relates to the same conduct as the offence for which extradition was granted; and
- (c) Is not punishable by the death penalty in the requesting State.

Article 14

Except in the case provided for in article 13, paragraph 1 (b), re-extradition to satisfy a third State may not be granted without the consent of the State which granted extradition. The latter may require the submission of the documents specified in article 11 as well as a deposition made before the judicial authorities or competent public prosecutor.

Article 15

1. In case of urgency, the competent authorities of the requesting State may apply for the provisional arrest of the person sought. The request for provisional arrest shall indicate the existence of one of the documents specified in article 11, paragraph 2, and the intention of making a formal request for extradition. It shall also indicate the offence for which extradition is requested, the time, place and circumstances of its commission, and any information which may help to establish the identity and nationality of the person sought.

2. The request for provisional arrest shall be transmitted to the competent authorities of the requested State through the diplomatic channel.

The Parties may, through an exchange of diplomatic notes, modify the procedure for making provisional arrests under their domestic laws in the interests of speed and efficiency.

3. Upon receiving the request referred to in paragraph 1 of this article, the competent authorities of the requested State shall deal with the request in accordance with the law of that State. The requesting State shall be informed of the action taken on its request.

4. The provisional arrest shall terminate if within sixty days the requested State has not received the request for extradition and the documents specified in article 11.

5. Termination of the provisional arrest pursuant to the preceding paragraph shall not prevent extradition of the person sought if the formal request for extradition and the documents specified in article 11 are subsequently received.

Article 16

Where extradition is requested concurrently by one of the Parties and by other States, either for the same offence or for different offences, the requested State shall make a ruling, having regard to all the circumstances and, in particular, its own obligations under any other international agreements, the relative seriousness and place of commission of the offences, the respective dates of the requests, the nationality of the person sought and the possibility of subsequent extradition to another State.

Article 17

1. The requested State shall advise the requesting State of its decision with respect to the request for extradition.

2. Reasons shall be given for any complete or partial refusal of the request.

3. Where extradition is granted, the requesting State shall be informed of the place and date of surrender and the length of time for which the person sought has been detained with a view to extradition so that it may be taken into account when the sentence of imprisonment is enforced.

4. If the person sought has not been handed over within thirty days of the appointed date of surrender, that person shall be discharged and the requested State may in the future refuse to extradite that person for the same offence.

5. In the event of force majeure preventing the surrender or reception of the person to be extradited, the State concerned shall notify the other State. The two States shall agree on a new date for the surrender and the provisions of paragraph 4 above shall be applicable.

Article 18

1. The requested State may, after agreeing to extradition, postpone the surrender of the person sought if proceedings have been instituted against that person or if that person is serving a sentence in the territory of the requested Party for a different offence, until the proceedings have concluded or the sentence imposed has been served.

2. Instead of postponing surrender, the requested State may temporarily surrender the person sought in accordance with conditions to be established by mutual agreement between the two States.

3. The surrender may also be postponed if, in view of the state of health of the person sought, the transfer might endanger that person's life or aggravate his or her condition.

Article 19

1. If the requesting State so requests, the requested State shall seize any property, valuables or documents related to the offence:

(a) Which may serve as evidence; or

(b) Which have been acquired as a result of the offence and have been found in the possession of the person sought.

2. Once extradition has been granted, the requested State shall, in accordance with its domestic legislation, order the surrender of the property seized.

3. If the property in question is liable to seizure or confiscation in the territory of the requested State, that State may, in connection with pending criminal proceedings, retain it temporarily or hand it over on condition that it is returned.

4. When the requested State or third States have rights to property surrendered in accordance with the provisions of this article to the requesting State in connection with criminal proceedings, the property shall be returned to the requested State without charge as soon as possible.

Article 20

1. Transit through the territory of one of the States by a person not a national of that State who is being extradited to the other State by a third State shall be authorized upon presentation through the diplomatic channel of any one of the documents specified in article 11, paragraph 2, of this Treaty, provided that there is no objection on the grounds of public order or that the offences in question are not regarded as political by the requested State or are not purely military offences, as specified in article 3.

2. Transit may be refused in all the other cases in which extradition may be refused.

3. The authorities of the transit State shall be responsible for guarding the person being extradited for as long as that person remains in its territory.

4. Where air transport is used, the following provisions shall apply:

(a) When no landing is scheduled, the requesting State shall advise the State whose territory is to be overflown and shall certify the existence of one of the documents specified in article 11, paragraph 2. In the event of an unscheduled landing, such notification shall have the effect of a request for provisional arrest pursuant to article 15 and the requesting State shall forward a normal transit request;

(b) When a landing is scheduled, the requesting State shall forward a normal transit request.

5. The requesting State shall reimburse the transit State for any expenses incurred by the latter by reason of the transit.

Article 21

The legislation of the requested State shall be applicable to proceedings relating to provisional arrest, extradition and transit.

Article 22

Expenses occasioned by the extradition in the territory of the requested State shall be borne by that State.

Article 23

Documents submitted shall be accompanied by a translation into the language of the requested State and shall be exempted from all authentication requirements if they are transmitted through the diplomatic channel.

Article 24

1. Each Party shall notify the other when it has completed the constitutional formalities it requires for the entry into force of this Treaty. The latter shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt of the later such notification.

2. Either Party may terminate this Treaty at any time by giving notice to the other Party, in writing, through the diplomatic channel. In that event, termination shall take effect on the first day of the third month following the date of receipt of such notice.

IN WITNESS WHEREOF the representatives of the two Governments, being duly authorized thereto, have signed this Treaty.

DONE at Santo Domingo on 7 March 2000, in duplicate in the French and Spanish languages both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

FRANÇOIS-XAVIER DENIAU
French Ambassador

For the Government of the Dominican Republic:

EDUARDO LATORRE
Secretary for Foreign Affairs